

<http://lipietz.net/Le-Green-Deal-dans-la-campagne-europeenne-en-France>

# Le « Green Deal » dans la campagne européenne en France

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mardi 17 novembre 2009

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

La [Green European Foundation](#), [Etopia](#), [Oikos](#) et la [Heinrich Boell Foundation](#) préparent un recueil sur la réception du projet de « Green Deal » lors des dernières élections européennes. Voici ma contribution sur la France.

La campagne des élections européennes fut en France un considérable succès, qui plaça les écologistes à égalité avec le Parti Socialiste (16%) et même souvent devant lui (en Région parisienne : 20%). Les Verts avaient réuni autour d'eux une coalition d'associatifs sous le titre Europe Écologie. Et encore faut-il prendre en considération la présence de listes écologistes de droite, qui partout glanèrent quelques pour-cent. Il s'agissait de petits groupes dont le programme et les ambitions étaient largement incompatibles avec le rassemblement des écologistes autour des Verts. Mais il est clair que, sans leur présence, les écologistes de France auraient eu plusieurs députés supplémentaires et auraient nettement distancé les socialistes.

Commencée très tôt (décembre 2008), la campagne se heurta d'abord à l'indifférence des médias, ce qui fut compensé par une très intense activité militante. Il y eut un nombre considérable de réunions-débats, d'autant plus suivies que seul Europe-Ecologie avait quelque chose à proposer.

En effet, l'ouverture officielle de la crise à l'automne 2008 (krach bancaire) avait surpris la droite ultra-libérale. Quant à la sociale-démocratie et les communistes, ils n'avaient rien d'autre à proposer qu'une politique de relance de type keynésien.

La force énorme d'Europe Ecologie et de son « Green Deal » fut de présenter une réponse à une crise qui se présentait un peu comme celle des années 1930 (écroulement boursier suivi d'une dépression due à la faiblesse du pouvoir d'achat populaire). Mais le New deal qu'il proposait était aussi « Green » en ce sens que la relance productive était entièrement basée sur la lutte contre l'effet de serre ou pour une alimentation saine et de proximité. Les écologistes n'oubliaient pas que les crises alimentaires et énergie-climat se déchaînaient depuis 2006 et avait débouché dès 2007 sur la crise des « subprimes ».

De la sorte, et contrairement au cycle économique-politique habituel, l'écologie cessait d'apparaître comme un luxe pour les périodes d'abondance, mais bien comme une réponse aux périodes de crises, réponse qui, pour la première fois, intéressait les ouvriers et les paysans.

Outre les contributions qui parvenaient à Europe Ecologie depuis le parti Vert Européen et le groupe Vert au Parlement Européen, les économistes et intellectuels Verts français développèrent sur le Green Deal (appelé après bien des tâtonnements « conversion verte ») une intense activité pédagogique qui alimenta le programme national. En particulier, Pascal Canfin, journaliste de la revue Alternatives économiques (très diffusée chez les professeurs de l'enseignement secondaire, les étudiants et tous ceux qui s'intéressaient à un regard progressiste sur l'économie), était en troisième position sur la liste de la région parisienne. Il produisit un petit livre extrêmement pédagogique, Le contrat écologique pour l'Europe (éd. Les Petits Matins), mettant en avant les bienfaits du Green Deal, à partir des sources prospectives européennes, y compris celles de la Confédération Européenne des Syndicats.

Le casting des têtes de liste reflétait cette grande adéquation entre la campagne d'Europe Écologie et la situation de crise mondiale. Dans la circonscription parisienne, derrière Daniel Cohn-Bendit, on trouvait ainsi la juge Eva Joly, très connue pour sa lutte contre la corruption financière et les paradis fiscaux, puis Pascal Canfin déjà nommé, puis la jeune Karima Delli, animatrice de plusieurs groupes citoyens de dénonciations de la glotonnerie des riches et de la précarité des pauvres. Dans la circonscription de l'Ouest, l'ancien directeur de Greenpeace, Yannick Jadot,

réactivait ses liens avec les mouvements tiers-mondistes orientés vers la question alimentaire. Au Sud-Est, le leader paysan de la Via Campesina, José Bové, incarnait bien la lutte contre la « malbouffe » et ses causes économiques. Etc...

Ainsi, la campagne pour le « Green Deal » pu s'articuler sur trois axes :

**1. La dénonciation des excès de la finance spéculative**, des paradis fiscaux, de la polarisation des richesses et des revenus entre très riches et très pauvres.

Le programme proposait une mesure phare populaire : non seulement une hausse du revenu minimum, mais un plafonnement du revenu maximum. Cette exigence redistributrice se trouvait être soutenue par un important journaliste du journal *Le Monde*, Hervé Kempf, de sensibilité écologiste. Quoique déjà présente chez Henri Ford et les « reconstruc-teurs » de l'Après-Guerre, elle apparut suffisamment radicale pour gagner à Europe Ecologie une partie des secteurs populaires révoltés qui auraient pu voter « à la gauche de la gauche ».

De fait, Europe Ecologie se retrouva en tête des votes progressistes chez les ouvriers et le premier des votes chez les employés et les professions intermédiaires. Mais ce n'est pas la seule ni la principale raison de son succès.

**2. Le second axe est probablement le plus commun à toute l'Europe** : un « Green Deal » industriel, comprenant une grande conférence sociale à Bruxelles (de type New Deal) et un plan « rooseveltien » très vert, fondé sur le développement des transports en commun et le financement de l'isolation thermique très rapide de la totalité des logements.

Ce programme serait financé par la Banque Européenne d'Investissements (BEI), émettant des prêts à taux zéro au bénéfice des collectivités locales s'engageant sur d'ambitieux objectifs post-Kyoto.

L'intérêt d'un tel discours était multiple. Outre son caractère keynésien relativement classique et crédible, il valorisait le « plus » que pouvait apporter l'Union Européenne, sa Banque centrale et la Banque Européenne d'Investissements. Il mettait en valeur le relais des collectivités locales, où les succès des Verts depuis plusieurs années avaient souvent conduit à leur confier la responsabilité des transports et de l'urbanisme, dans les Régions comme dans les municipalités.

Enfin, il intéressait aussi bien les ouvriers que les artisans. Les ouvriers, qui avaient tendance à considérer les Verts et leurs discours de « décroissance sélective » comme une menace pour leurs emplois, comprenaient, maintenant que le productivisme était en crise, que les écologistes leur apportaient des solutions. Face aux ouvriers de l'automobile, les militants écologistes apprenaient à dire « Nous vous proposons de construire plus gros qu'un 4x4 : un autobus ! ». Aux artisans, ils promettaient des millions de petits chantiers d'isolation sur tous les logements existants.

### **3 La filière « agriculture - alimentation - santé - solidarité Tiers monde »**

C'est sans doute une particularité française : l'importance qu'a, depuis longtemps, l'alliance entre écologistes, consommateurs et paysans progressistes pour résister à l'agriculture industrialisée et à la nourriture standardisée. Or la crise avait commencé en 2006/2007 du côté de l'envolée des prix agricoles sur le marché mondial, du fait du réchauffement climatique, de la progression des agro-carburants, de la croissance de consommation de viande.

Parallèlement, beaucoup de livres et de documentaires télévisés venaient de sortir à propos des effets d'une nourriture industrielle sur la santé. Le mouvement social le plus populaire actuellement est assurément celui des AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), circuits courts entre consommateurs urbains et paysans à proximité.

Enfin, le thème de la souveraineté alimentaire faisait le lien entre la campagne écologiste et un vieux fond tiers-mondiste, qui n'était pratiquement plus porté que par les mouvements d'obédience chrétienne. Ces organisations chrétiennes tiers-mondistes participèrent puissamment au bouche à oreille en faveur du vote pour Europe Ecologie. En outre, là encore, des propositions comme la conversion à l'agriculture biologique dans les cantines du système scolaire permettaient de valoriser l'implantation des écologistes dans les collectivités territoriales qui en avaient la responsabilité.

En conclusion, le succès électoral d'Europe Ecologie est dû à l'adéquation entre un programme, un « casting », l'enjeu européen de l'élection, et le déclenchement de la crise écologique, économique et financière mondiale. Les grandes lignes du « Green Deal », telles que développées par les Verts Européens, étaient en fait suffisantes et ont facilement pu être déclinée nationalement.

Toutefois, pendant les milliers de réunions-débats organisés localement, une série de questions sont restées sans réponse. Par exemple : même si la BEI peut prêter à un taux d'intérêt quasi nul, l'endettement des collectivités locales peut devenir dangereux. Autre exemple : la mobilisation des travailleurs dans un plan de « conversion verte » implique une requalification professionnelle pour lequel il n'existe pas en France un appareil de formation adéquat. On risque donc de se heurter à une pénurie de main d'oeuvre qualifiée !

Les réponses à ce type de question devront être précisées de façon pointue pour les élections régionales de mars 2010.